

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

Bobigny, le 21/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PLAINE COMMUNE ENERGIE**

1 RUE DU MARECHAL LYAUTEY  
93200 Saint-Denis

Code AIOT : 0006506446

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2025 dans l'établissement PLAINE COMMUNE ENERGIE implanté 1 RUE DU MARECHAL LYAUTEY 93200 Saint-Denis. L'inspection a été annoncée le 17/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'Inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PLAINE COMMUNE ENERGIE
- 1 RUE DU MARECHAL LYAUTEY 93200 Saint-Denis
- Code AIOT : 0006506446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PLAINE COMMUNE ÉNERGIE, filiale d'ENGIE, exploite plusieurs chaufferies urbaines, dans le cadre d'une délégation de service public. Son réseau de chaleur est constitué de trois chaufferies principales que sont Fort de l'Est, à Saint-Denis, Centrale Fabien, également à Saint-Denis, et Centrale Nord, à Stains.

Le réseau de chaleur alimente environ 40 000 équivalents logements répartis sur les communes de Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, Stains, L'Île-Saint-Denis et Aubervilliers.

Les installations de la chaufferie Fort de l'Est sont exploitées régulièrement depuis 1963. Le site a été modernisé depuis la première mise en route de sa chaufferie : la chaufferie fioul lourd a été remplacée par une chaufferie charbon, elle-même supplantée par une turbine à gaz. La chaufferie était ainsi utilisée pour produire de l'eau surchauffée à maximum 180°C (alimentation du réseau de chauffage urbain) et de l'électricité.

En 2016, a été créée une chaufferie biomasse et le local cogénération a été transformé en chaufferie gaz (suppression de la turbine et remplacement du brûleur de la chaudière gaz qui était associée à la turbine). La nouvelle installation génère de l'eau surchauffée et ne produit plus d'électricité.

La chaufferie biomasse dispose d'une puissance de 28,5 MW et des équipements nécessaires au traitement de ses fumées (filtre à manches). La construction de la chaufferie a nécessité également la création d'une zone de livraison de la biomasse et d'un espace de stockage pour celle-ci (silo de 3 500 m<sup>3</sup>).

La chaudière de récupération de l'ancienne turbine à gaz (chaudière existante en mode dit « air ambiant ») est d'une puissance de 43 MW. Deux autres chaudières gaz de 18 MW chacune ont également récemment été installées, dans le cadre d'une nouvelle chaufferie gaz.

Le site dispose aussi de bureaux et locaux sociaux.

La chaufferie du Fort de l'Est est actuellement soumise à l'arrêté préfectoral n° 2016-2291 du 27 juillet 2016, lequel abroge les prescriptions des arrêtés préfectoraux précédents des 9 septembre 1998, 22 septembre 2000 (n°00-3846) et 27 août 2009 (n°09-2374). Un arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 29 septembre 2022 pour intégrer les éléments issus du réexamen IED et encadrer réglementairement la nouvelle chaufferie gaz.

Le site est dans une zone comportant des immeubles d'habitation, une zone pavillonnaire plus à l'ouest et le Fort de l'Est face au site. L'école élémentaire René Descartes est située derrière la chaufferie et le lycée Suger, ainsi que le collège Federico Garcia Lorca sont tous deux situés de part et d'autre de la rue du Maréchal Lyautey, à environ 200 m du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 27/07/2016, article 7.7.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Mesures de sécurité dans la chaufferie biomasse	AP Complémentaire du 27/07/2016, article 7.8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Valeurs limites d'émissions des eaux avant rejet dans une station d'épuration	AP Complémentaire du 27/07/2016, article 4-4-10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Suivi du combustible	AP Complémentaire du 29/09/2022, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	biomasse			
10	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 29/09/2022, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Mesures de sécurité dans la nouvelle chaufferie gaz	AP Complémentaire du 29/09/2022, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Détection incendie biomasse	AP Complémentaire du 27/07/2016, article 7-8-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES	AP Complémentaire du 27/07/2016, article 9.2.5	Sans objet
2	RAPPORT ANNUEL	AP Complémentaire du 27/07/2016, article 9.4.2	Sans objet
3	ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU	AP Complémentaire du 27/07/2016, article 4.2.1	Sans objet
5	MESURES DE SÉCURITÉ DANS LA CHAUFFERIE BIOMASSE	AP Complémentaire du 27/07/2016, article 7.8.2	Sans objet
7	MESURES DE SÉCURITÉ DANS LA CHAUFFERIE GAZ	AP Complémentaire du 27/07/2016, article 7.8.3	Sans objet
11	MESURES DE SÉCURITÉ DANS LA NOUVELLE CHAUFFERIE GAZ	AP Complémentaire du 29/09/2022, article 13	Sans objet
14	TRANSPORT-REGISTRE DÉCHETS	AP Complémentaire du 27/07/2016, article 5-1-6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines demandes formulées à l'exploitant le jour de la visite ont été honorées le jour même ou peu après la visite. Quelques explications ou justificatifs restent néanmoins nécessaires sur des dépassements de VLE ponctuels (air et eaux) et sur la justification de test de détecteurs incendie.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2016, article 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, aux frais de l'exploitant, dans un délai de six mois au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Elles sont notamment réalisées par un organisme qualifié, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation et sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence peut également être effectuée aux frais de l'exploitant et par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Dans tous les cas, les rapports établis sont transmis au préfet, dans un délai d'un mois après leur réception par l'exploitant, accompagnés des commentaires éventuels sur les dépassements constatés et des mesures prises ou envisagées pour y remédier. À partir du moment où il est informé d'une non-conformité, l'exploitant dispose de trois mois pour prendre les mesures nécessaires à la mise en conformité de son installation. Les nouveaux rapports établis dans ce cadre sont transmis au préfet dans le mois suivant leur réception par l'exploitant. Tous les rapports sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le rapport APAVE du 6/12/2022 intitulé "Niveaux sonores émis dans l'environnement des ICPE, en référence à l'arrêté du 23 janvier 1997, du site de Fort de L'Est" montre que les mesures sonores réalisées les 5 et 6 décembre 2022 sont conformes de jour comme de nuit. L'exploitant a également fait réaliser par APAVE des mesures en juin 2025, soit avant l'échéance des trois ans. Il est indiqué que les niveaux de bruit sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : RAPPORT ANNUEL

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2016, article 9.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant adresse également à l'inspection des installations classées, avant le 30 avril de chaque année, un bilan d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent

arrêté (notamment ceux récapitulés au chapitre 2.7), les attestations de formation initiale de l'ensemble des opérateurs ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations, notamment les incidents et accidents survenus dans l'année écoulée.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport annuel aurait été transmis par courrier du 20/03/25, toutefois la préfecture ne l'a pas réceptionné. L'exploitant en a remis une copie à l'Inspection le jour de la visite, et il a été convenu qu'il effectue une remise en main propre pour le prochain bilan annuel (exercice 2025) pour s'assurer de sa bonne transmission.</p> <p>Ce bilan comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la mesure de bruit à réaliser tous les trois ans</li> <li>-l'autosurveillance pour des chaudières biomasse et gaz (paramètres mesurés en continu ou à certaines fréquences).</li> <li>-les mesures annuelles réalisées par un organisme extérieur (APAVE)</li> <li>-la surveillance des appareils de mesure en continu</li> <li>-la surveillance des rejets aqueux (auto surveillance et mesures par un organisme extérieur)</li> <li>-la justification de formation du personnel (formation initiale dans la chaufferie et intervention en cas d'incendie)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2016, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : Réseau d'eau public AEP  Nom de la commune du réseau : Saint Denis  Prélèvement maximal annuel : 10 000 m<sup>3</sup>  Débit maximal journalier : inférieur à 100 m<sup>3</sup></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les documents fournis montre des consommations largement inférieures à 10 000 m<sup>3</sup> (en 2024 : 4 363 m<sup>3</sup>). Une forte proportion de cette consommation en eau est utilisée suite aux vidanges de canalisations d'eau du réseau dans le cadre de leur remplacement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2016, article 7.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. L'exploitant dispose à minima : (...) -de deux appareils d'incendie permettant de délivrer un débit simultané de 120 m <sup>3</sup> /h et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils -d'extincteurs portatifs, répartis près des accès et dans les dégagements, appropriés aux risques à combattre, à raison de 9 litres de produit extincteur ou équivalent par 250 m <sup>2</sup> de surface. La distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne doit pas dépasser 15 mètres. -de robinets d'incendie armés (RIA) installés et armés, conformément aux normes en vigueur, à proximité immédiate du stockage de biomasse (...)
<b>Constats :</b>  Deux appareils sont présents sur la voie publique et utilisés par la BSPP pour ses exercices. Celle-ci vérifie le débit lors des exercices, mais l'exploitant signale n'avoir jamais pu obtenir de la part du service en charge de la maintenance de ces appareils à Plaine Commune, un justificatif de l'atteinte de ce débit malgré ses demandes. L'Inspection a effectué une demande auprès Plaine Commune à ce sujet suite à la visite. Dans la chaufferie biomasse, et autour du bâtiment, des RIA et des extincteurs sont présents, à tous les niveaux. Tous les appareils observés ont montré une pastille de vérification datant de 2025. Deux RIA supplémentaires ont été installés par précaution entre le stockage de biomasse et le trottoir ainsi qu'à proximité du stockage du criblage de refus de la biomasse
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose au préfet de demander à l'exploitant de transmettre un justificatif relatif à l'atteinte des débits requis pour les 2 appareils d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : MESURES DE SÉCURITÉ DANS LA CHAUFFERIE BIOMASSE**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2016, article 7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MESURES DE SÉCURITÉ
<b>Prescription contrôlée :</b>  Équipements de sécurité des chaudières biomasse/Allumage: Les autres protections prévues sur le système de démarrage de la chaudière sont les suivantes : - détections gaz au niveau du brûleur et en partie haute de la chaufferie (...)
<b>Constats :</b>  Le brûleur gaz ne sert qu'environ 5 heures par an, deux fois par an, pour allumer la chaudière biomasse. L'inspection a constaté la présence du détecteur de gaz au-dessus de ce brûleur. Il a été contrôlé le 19/04/2024 par SODEX et une cellule de détection a été remplacée le 23/09/2025
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : MESURES DE SÉCURITÉ DANS LA CHAUFFERIE BIOMASSE**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2016, article 7.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La chaufferie biomasse est équipée d'un système de détection incendie (détecteurs optiques de fumées) avec report d'alarme à l'autocontrôle et vers le personnel d'astreinte.
<b>Constats :</b>  La présence des détecteurs a été constatée dans tous les niveaux inspectés. Un test de flamme a été réalisé par l'exploitant pour vérifier leur bon fonctionnement et il a été demandé à l'exploitant de transmettre le justificatif après la visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'Inspection propose au préfet de demander à l'exploitant de transmettre le justificatif montrant que le test de détection de flammes a été réalisé dans la chaufferie biomasse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 7 : MESURES DE SÉCURITÉ DANS LA CHAUFFERIE GAZ**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2016, article 7.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouverture/ventilation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce bâtiment a une hauteur d'environ 7,5 mètres. La chaufferie gaz dispose de lanterneaux de désenfumage (commande d'ouverture à déclenchement automatique), d'une ventilation mécanique et d'une ventilation basse naturelle en façade sud.
<b>Constats :</b>  La visite a permis de constater la présence des lanterneaux de désenfumage au niveau de la toiture, d'une ventilation mécanique (en hauteur) ainsi que de la ventilation basse naturelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Valeurs limites d'émissions des eaux avant rejet dans une station d'épuration**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2016, article 4-4-10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets concernés sont les rejets industriels et les rejets en eaux pluviales de voirie identifiés à l'article 4-4-1. L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration, définies ci-dessous :

Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
Matières en suspension MEST	600
Demande biologique en oxygène à 5 jours DBO 5	800
Demande chimique en oxygène DCO	2000
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	0,5
Hydrocarbures totaux	10
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	30
Phosphore total	10
Sulfates	2000
Sulfites	20
Sulfures	0,2
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	30
Cadmium et ses composés	0,05
Plomb et ses composés	0,1
Mercure et ses composés	0,02
Nickel et ses composés	0,5
Cuivre et ses composés	0,5
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	0,5 mg/l dont 0,1 mg/l pour le chrome hexavalent et ses composés
Zinc dissous	1

#### Constats :

Sur les deux analyses réalisées par l'APAVE les 25/07/24 et 12/11/24, toutes les VLE sont conformes, sauf celles du 12/11/2024 pour la DCO (2 870 mg/L au lieu de 2 000 mg/L) et pour les sulfures à 12.8 m/L au lieu de 0.2 mg/L.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé à M. le préfet de demander à l'exploitant une explication concernant les dépassements du 12/11/24 pour la DCO et les sulfures, de mettre en place des actions correctives et de transmettre les dernières mesures des eaux résiduaires réalisées par l'organisme agréé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 9 : Suivi du combustible biomasse**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/09/2022, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi du combustible biomasse
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant réalise au moins 4 fois/an la caractérisation complète de la biomasse utilisée comme combustible, au moins pour les paramètres énumérés ci-dessous et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.</p> <p>La caractérisation du combustible peut être effectuée par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur.</p> <p>Les paramètres suivis sont les suivants : Pouvoir Calorifique Inférieur (PCI) ; humidité ; carbone (C), chlore (Cl), fluor (F), azote (N) soufre (S), potassium (K), sodium (Na) ; Métaux et métalloïdes (arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), mercure (Hg), plomb (Pb) et zinc (Zn).</p> <p>En plus du suivi décrit dans les trois précédents alinéas, l'exploitant effectue un pesage de chaque camion livrant la biomasse, avant et après dépotage. Sur chaque camion livrant la biomasse, l'exploitant effectue un prélèvement d'échantillon sur lequel il calcule le taux d'humidité de la biomasse et détermine les caractéristiques et la qualité de la biomasse.</p> <p>Les documents relatifs aux combustibles utilisés doivent être annexés au livret de chaufferie et tenus à la disposition de l'inspection. Ils sont conservés au moins trois ans.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le laboratoire SOCOR (certifié COFRAQ) a effectué pour SOVEN (la centrale d'achat des énergies pour Engie solutions pour la biomasse) une analyse le 28/10/24 sur un prélèvement fait le 17/10/24 (référéncé soc2410-3832). Tous les paramètres demandés ont été analysés sauf le sodium. Il en est de même pour trois autres échantillons prélevés à la même date.</p> <p>Une analyse granulométrique de 1662 kg de biomasse a été également réalisée par SOCOR le 30/10/2024 pour les tranches allant de 0 à plus de 250 mm, les fractions les plus importantes étant celles de 8 à 63 mm. Le taux d'humidité mesuré est inférieur à 20%.</p> <p>D'autres prélèvements ont été également réalisés, notamment les 24/02/2025, 28/05/2025, et de façon identique, seul le sodium n'a pas encore été analysé.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs que deux prélèvements de palettes forestières (uniquement biomasse utilisée depuis 2024) sont effectués sur chaque camion à l'arrivée pour vérifier le taux d'humidité, la taille et les fines.</p> <p>L'exploitant précise que l'analyse de tous ces paramètres chimiques est uniquement exigé pour cette chaufferie et que par ailleurs, il n'existe pas de VLE à respecter pour ces paramètres.</p> <p>Il indique que le paramètre le plus important pour l'exploitation de la chaufferie est le potassium qui est facilement captable par le sable, en trop grande concentration celui-ci peut nuire à la bonne combustion.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit intégrer le sodium dans l'analyse de la biomasse</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/09/2022, article 11			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets air			
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au point 3.3.3. des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-2291 du 27 juillet 2016 relatif à l'exploitation des installations de Plaine Commune Énergie - Fort de l'Est, le tableau est remplacé par le suivant (VLE atmosphériques):			
<b>Concentrations instantanées en mg/Nm3</b>	<b>Conduit gaz 1</b>	<b><u>Conduit biomasse</u></b>	<b>Conduits gaz 2 et 3</b>
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3%	6%	3%
Poussières	5	15	5
SO <sub>2</sub>	35	200	35
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	100	250	80
CO	100	200	100
HAP	0,01	0,01	0,01
COVNM (en carbone total)	50	50	50
NH <sub>3</sub>	-	15	-
HCl	-	10	-
HF	-	5	-
Dioxines et furanes	-	0,1.10 <sup>-6</sup> I-TEQ	-
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	-	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée (Cd+Hg+Tl)	-
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	-	1 pour la somme exprimée (As+Se+Te)	-

Plomb (Pb) et ses composés	-	1 exprimé en Pb	-
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	-	5 pour la somme exprimée (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	-
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	-	12,6 pour la somme exprimée (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	-
<b>Constats :</b>  L'autosurveillance pour des chaudières biomasse et gaz (paramètres mesurés en continu ou à certaines fréquences) montre qu'aucun dépassement n'a eu lieu en 2024 à l'exception de la chaudière biomasse : un dépassement en CO est mentionné le 12/03/2024 et le problème est décrit : problème de niveau de sable dans le silo et panne du moteur vibreur. Un remplacement du moteur et un nettoyage de grille a alors été opéré et les VLE ont été respectées par la suite. Pour le combustible gaz, les concentrations des deux paramètres suivis en continu, le CO et les NOx sont conformes sur l'année 2024. Les deux mesures annuelles faites par un organisme extérieur (APAVE) ne montrent pas de dépassements pour la chaufferie gaz. Il en est de même pour la chaufferie biomasse <u>sauf pour le paramètre CO</u> mesuré le 12/03/2024 à 940 mg/m <sup>3</sup> (sur 4h00) au lieu de 200, sans qu'une explication ne soit fournie. Il est à noter que la mesure en continu faite par l'exploitant le même jour montrait également une concentration plus élevée de 580 mg/m <sup>3</sup> . Néanmoins les mesures en continu ont montré un respect de la concentration par la suite tout au long de l'année.			
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est proposé à M. le préfet de demander à l'exploitant de transmettre une explication sur le dépassement en CO du 12/03/24 (mesures APAVE et en continu) et de transmettre les prochains résultats des mesures des rejets atmosphériques réalisées par l'organisme agréé dès réception de celui-ci.			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant			
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois			

**N° 11 : Mesures de sécurité dans la nouvelle chaufferie gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/09/2022, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réseau gaz et alimentation en combustible
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures prévues dans cet article s'appliquent uniquement à la chaufferie et aux chaudières gaz portées à la connaissance du préfet par courrier du 20 avril 2021. <i>Réseau gaz et alimentation en combustible:</i> La canalisation DN 200 est munie de deux vannes automatiques de sécurité « gaz » en série avec un temps de réponse inférieure à 1 s et un temps de fermeture de moins de 0,5 s (...) Une vanne manuelle indépendante de tout équipement de régulation de débit et permettant la coupure d'alimentation du gaz est placée à l'extérieur, en aval du poste GRDF et en amont des vannes de sectionnement automatiques de sécurité « gaz ». Ce dispositif manuel est clairement repéré et indiqué dans les consignes d'exploitation, avec un repérage des positions ouvertes et fermées.
<b>Constats :</b>  La canalisation DN 200 est bien présente, à l'extérieur de la chaufferie et munie de deux vannes automatiques en série. Il en est de même pour la vanne de coupure manuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Mesures de sécurité dans la nouvelle chaufferie gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/09/2022, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et détection incendie/gaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Ce dispositif (détection gaz) est composé d'une centrale de détection et de cinq détecteurs gaz minimum. Leur emplacement est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement (au minimum une fois par an) et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. (...) La chaufferie gaz est également équipée d'une détection incendie qui comprend 6 détecteurs optiques de fumées, 2 déclencheurs manuels et 2 diffuseurs sonores.
<b>Constats :</b>  Bien qu'actuellement en travaux sur des canalisations intérieures et extérieures de la chaufferie gaz d'appoint (chaufferie gaz 2), l'exploitant réalise les tests. Le contrôle des détecteurs gaz a été réalisé le 9/9/2025 par Sodex Protection (consultation du bordereau N° INT 251030-14 / JC). Il est précisé un étalonnage réalisé au gaz étalon 2.2% VOL CH4 (Bouteille M803) et un bon fonctionnement de l'installation.  Après la réunion, l'exploitant a transmis les résultats des tests de détection feu sur le convoyeur et le silo biomasse, toutefois, il était attendu le test sur les 6 détecteurs optiques de fumées. A noter que cette chaufferie gaz n'est pas en fonctionnement.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est proposé à M. le préfet de demander à l'exploitant le résultat des tests sur les 6 détecteurs optiques de fumées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Détection incendie biomasse**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2016, article 7-8-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détecteurs optiques du silo et du convoyeur
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Le bâtiment de stockage de la biomasse est également équipé d'une détection incendie avec report d'alarme à l'autocontrôle et au personnel d'astreinte. Ce dispositif comprend au minimum quatre détecteurs optiques de flamme
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un document montrant que le 19/06/2025 a été réalisé un test de détection incendie avec les détecteurs optiques sur les convoyeurs relatifs à la biomasse et le silo de stockage. Il est indiqué "test réalisé avec succès".
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Afin d'améliorer la lisibilité du document de contrôle et pour s'assurer que tous les détecteurs ont été testés, il est proposé à M. le préfet de demander à l'exploitant que soit indiqué le nombre de détecteurs testés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant (délai 2 mois)
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Transport-Registre déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/07/2016, article 5-1-6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement.(...)
<b>Constats :</b>  Le bilan annuel de l'année 2024 comporte un registre des déchets sortants du site, en application de l'article 2 de l'arrêté du 29/02/2012 modifié. Ce registre mentionne les informations suivantes ; la nature du déchet, l'opération d'élimination prévue, la date d'expédition, le numéro du BSD, les coordonnées du transporteur et celles de la société traitant le déchet, la quantité des déchets traités, le code de l'opération de traitement et le traitement. Les déchets concernés sont essentiellement les sables de lits fluidisés de la chaufferie bois mis en centre d'enfouissement technique dans le 95 et les cendres volantes de la chaufferie bois mis en recyclage ou récupération dans la Marne. Ces déchets ne sont pas dangereux. Quelques DIB sont également générés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite